

l'un de Montréal et l'autre de Toronto, qui ont été récemment honorés d'une manière insigne par notre très gracieuse souveraine. Tous deux, nous le reconnaissons bien, méritent la distinction qui leur a été conférée, et aussi longtemps que les honneurs seront distribués avec tant de justice et de sagesse, tous les citoyens du Canada seront satisfaits. Je veux parler de sir William Van Horne que nous connaissons tous et dont nous reconnaissons les innombrables services, rendus non seulement à Montréal, non seulement au Canada, mais à l'Empire. Je veux parler aussi de sir Francis Smith, qui n'est peut-être pas aussi universellement connu, mais dont sir William Van Horne a fait un éloge mérité dans une lettre de félicitations, lettre qui a paru dans les journaux. Sir Francis Smith est un des membres du gouvernement; il n'a pas de portefeuille, il est vrai, mais je suis convaincu que, quelque soit le zèle, l'habileté et la bonne volonté dont les membres d'un gouvernement conservateur ou libéral puissent être animés, quelque soit leur dévouement à la prospérité du Dominion, le Canada, dans aucun cas, n'a trouvé plus fidèle et plus dévoué serviteur que sir Francis Smith.

Rarement, ceux qui étaient responsables de l'administration des affaires de la banque ont traversé une époque plus pénible et plus remplie de craintes et d'angoisses que pendant les douze derniers mois, une lourde responsabilité a reposé sur les épaules des directeurs, du gérant général et des gérants, tous des hommes d'un caractère ferme et bien trempé.

Avant de clore mes remarques, je désire vous exprimer au nom de mes co-directeurs et en mon nom l'appréciation et la reconnaissance que nous avons de l'habileté, de l'esprit d'entreprise et du zèle consacrés aux intérêts de la banque par le gérant général et son personnel. C'est de l'accomplissement efficace de leurs devoirs que dépend absolument la prospérité de cette institution.

L'honorable George A. Drummond appuie la motion de l'adoption du rapport.

DISCOURS DU GÉRANT GÉNÉRAL

M. E. S. Clouston, gérant général, dit: Il y a peu à dire au sujet du rapport qui nous est soumis aujourd'hui. La circulation, comparaison faite avec le rapport de l'année dernière, accuse une diminution de \$488,000, ce qui prouve l'inactivité générale du commerce. Les dépôts ne portant pas intérêt ont diminué de \$1,000,000. Les dépôts portant intérêt ont augmenté de \$3,900,000, surtout les dépôts spéciaux. A part cela, nos dépôts en général ont plutôt diminué qu'augmenté, à cause des nombreux retraits pour placements, dans le temps de la baisse des valeurs de bourse, l'été dernier. Nous avons placé un fort montant, \$2,207,000, dans les meilleurs titres de chemins de fer des Etats-Unis et nous avons acheté d'autres bonnes valeurs, le tout pouvant être liquidé rapidement, à la pleine valeur portée dans nos livres. Nos dettes en souffrance ont augmenté de \$171,000; on a pleinement pourvu aux pertes sous ce rapport.

L'avantage que nous donnent nos placements considérables à l'étranger, et la nature élastique de nos affaires en dehors du Canada nous ont bien servi, l'an dernier. Nous avons pu, en dépit de la panique, augmenter notre fonds de réserve, et répondre à des demandes

imprévues, sans nuire en aucune façon à nos opérations au Canada. Depuis que j'ai eu le plaisir de vous rencontrer, nous avons traversé une des plus fortes crises financières du siècle. L'année 1893 a débuté par un écroulement des banques d'Australie. Tandis que nous discutons paisiblement d'importants problèmes financiers, il existait, par tout le monde, une crise sérieuse et prolongée. La crise australienne a été suivie d'une forte contraction de l'argent à Londres.

La banque d'Angleterre dont le taux était de 2½ pour cent, au commencement de mai, l'a porté à 4 pour cent à la fin de ce même mois. Les banques à fonds social ont pris peur et dans leur désir de renforcer leur fonds de réserve ont aggravé la situation en exigeant sans merci le remboursement de leurs prêts à la bourse et en refusant l'escompte. Aux Etats-Unis, l'appréhension causée par la législation extraordinaire sur l'argent avait porté ses fruits et amené, naturellement, la stagnation dans les affaires. Plusieurs chemins de fer sont passés aux mains des receveurs, de grandes corporations ont fermé leurs portes, des banques faisaient faillite tous les jours; la monnaie de circulation, par suite de la panique, disparaissait à vue d'œil et on ne faisait des affaires à New-York qu'au moyen des certificats de la chambre de compensation. La monnaie de circulation l'or et l'argent, faisaient prime, et un homme, à New-York, qui avait une forte balance chez son banquier, avait peine à toucher de l'argent pour ses dépenses journalières. En certains cas, les Américains ont eu recours à l'argent canadien, pour leur commerce, et, pour le paiement des salaires. La période critique fut passée, lorsque l'abrogation du Silver Bill eut été adoptée à une grande majorité à la chambre des Représentants, le 28 août; bien qu'il n'eût l'assentiment du président que le 1er novembre. Sur le continent, on voyait la désorganisation dans les finances nationales; dans l'Inde la fermeture de la Monnaie à la frappe de l'argent; les grèves du charbon en Angleterre et la dépression commerciale qui s'en est suivie; tout a contribué à produire l'anxiété chez ceux qui avaient la direction des institutions financières.

Le Canada a été plus heureux que bien d'autres pays; mais bien qu'il ait échappé à la crise, il a eu ses troubles et les plus hardis spéculateurs ont subi de grosses pertes.

Ceux qui se tenaient dans les coulisses savent combien était mince la glace sur laquelle nous patinions et combien, en une couple d'occasions, nous sommes venus près du naufrage financier. Heureusement, il n'y avait ni surplus de production, ni importations extravagantes; nous n'avions pas, comme aux Etats-Unis, à nous occuper de la question monétaire. Nos banquiers ne perdaient pas la tête; ils n'ont pas tenté d'exiger des paiements impossibles, et nos journaux comprenant la situation ont témoigné la plus louable discrétion.

Il me fait peine de dire que le vrai danger, pour le Canada, était la modicité des réserves en espèces chez quelques banques. Elles étaient faibles même aux époques normales, mais c'est surtout à l'époque aussi délicate que difficile dont je parle que le danger a été le plus grand pour le Canada. S'il s'était produit quelque incident, je crois bien que notre système, que l'on vante à bon droit, n'eût pas eu de meilleurs résultats que les autres. Une réserve,

pour être efficace en temps de crise, doit, d'abord, consister en argent monnayé, et, en second lieu, il faut que les valeurs qu'on possède soient négociables en dehors du pays. Les valeurs municipales canadiennes ou même les prêts sur garanties, n'ayant un marché qu'au Canada, bien qu'elles soient négociables dans les circonstances ordinaires, ne sauraient constituer une bonne réserve en temps de crise. A New-York, les banques, qui gardaient d'abord une réserve de 25 pour cent purent, en unissant leurs forces, en empêcher plusieurs de faire naufrage; mais au Canada, où le minimum de la réserve n'est pas fixé par la législature, étant laissé au jugement ou au caprice de l'exécutif de chaque banque, une telle action commune eût été impossible. Les banques qui auraient ménagé leur ressources eussent pu, sans manquer de prudence, essayer d'aider les banques plus faibles; les banques possédant le moins de ressources auraient été acculées au pied du mur, et les banques solides auraient fait de bien meilleures affaires. La leçon de l'année dernière aura porté ses fruits, si elle a fait comprendre la nécessité de garder de plus fortes réserves. En estimant la réserve nécessaire, on dirait, dans plusieurs cas, l'on n'a tenu aucun compte des dépôts payables après avis. La plupart sont virtuellement payables sur demande, vu que l'avis va d'un à quinze jours, et qu'en cas de suspicion, il serait difficile à la banque de prouver sa faiblesse en exigeant un avis.

Quoiqu'il en soit, nous n'avons eu qu'une faillite de banque, celle de la Banque Commerciale de Manitoba, dont on signalait les embarras depuis quelques années et qui n'eût pas dû exister si longtemps. Comme c'était une petite banque, sa faillite n'a nullement nui à la circulation ordinaire.

La situation commerciale du Canada au commencement de l'année, était bonne dans cette province, on pourrait dire qu'elle était prospère; mais nous ne pouvions nous attendre à échapper longtemps à la dépression commerciale dont souffraient nos besoins. Donc, si nous avons joui de certains avantages, je ne saurais fermer les yeux sur le fait, que le commerce, pour nous, est mince et pauvre, que le cultivateur reçoit peu pour son grain, que les objets manufacturés n'ont presque plus de prix et que le travail est rare.

De fait, ce serait folie de s'imaginer que, dans ce siècle de vapeur et d'électricité, quand les échanges d'idées et de marchandises sont si rapides, nous aurions pu échapper à la dépression qui sévit par tout le monde. Le choc a été trop violent pour ne pas laisser de traces; on constate un peu d'amélioration en Angleterre, bien qu'aux Etats-Unis les législateurs fassent tout leur possible pour empêcher la reprise. Ce qui rachète un peu ce pénible état de chose, c'est la condition de l'industrie laitière qui progresse chaque jour et rapporte beaucoup aux cultivateurs. Le commerce de madriers promet beaucoup et j'ai appris que les importations de marchandises, en général, se font, ce printemps, sur une plus petite échelle que d'habitude. Je saisisais l'occasion, l'an dernier, de vous mettre en garde, pour un certain temps, contre les gros emprunts pour des fins publiques, auxquels sont portés les gouvernements et les corporations municipales, et je disais alors que cette politique si on la continuait pourrait créer un danger sérieux pour